

Overwegende dat tijdens dit overgangsjaar sommige landbouwers de kennisgeving die hen de mogelijkheid moet geven om hun investeringen voor 30 juni van dit jaar uit te voeren, nog niet gekregen hebben of laattijdig gekregen hebben;

Overwegende dat deze landbouwers niet in staat zijn om de deadline van 30 juni na te leven binnen de voorgeschreven termijnen;

Overwegende dat ze de mogelijkheid moeten krijgen om te investeren zonder de aanneming van het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling en de daaraan verbonden wijzigingen van de wetgeving af te wachten;

Overwegende dat voor 2015 de datum bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2013 tot organisatie van een overgangsregeling voor de investeringssteun in de landbouwsector en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector moet worden verlengd;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2013 tot organisatie van een overgangsregeling voor de investeringssteun in de landbouwsector en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector worden de bewoordingen "30 juni" vervangen door "30 september".

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 juni 2015.

Art. 3. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 juli 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203264]

23 JUIN 2015. — Arrêté ministériel relatif aux demandes d'attribution ou d'adaptation des droits au paiement de base par l'utilisation de la réserve régionale en faveur des agriculteurs.

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit règlement;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241 à D.243;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, les articles 18, 33 et 36;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mai 2015;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 23 avril 2015;

Vu le rapport du 17 avril 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 57.588/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 juin 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et dispositions générales

Article 1^{er}. Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1° agriculteur qui commence à exercer une activité agricole : l'agriculteur visé à l'article 30, § 11, b), du Règlement n° 1307/2013;

2° arrêté du 12 février 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

3° jeune agriculteur : l'agriculteur au sens de l'article 30, § 11, a) du Règlement n° 1307/2013 remplissant une des conditions de formation visées à l'article 58 de l'arrêté du 12 février 2015;

Art. 2. Conformément à l'article 30, §§ 6 et 7, du Règlement n° 1307/2013, l'attribution ou l'adaptation de droits au paiement de base par l'utilisation de la réserve régionale est octroyée au bénéficiaire de l'agriculteur actif qui, suite à une décision judiciaire définitive ou à un acte administratif définitif, bénéficie d'un accès à la réserve.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, l'agriculteur reçoit le nombre et la valeur des droits établis dans la décision judiciaire ou l'acte administratif au plus tard à la date d'introduction de la demande unique suivant ladite décision.

Art. 3. En application de l'article 36 de l'arrêté du 12 février 2015, l'agriculteur qui a fourni à l'organisme payeur les pièces justificatives visées aux articles 5, §§ 1^{er}, 2 et 3, 7, §§ 2, 3 et 4 et 14, dans le cadre d'une demande d'aide instituée en vertu du titre 10 du Code wallon de l'Agriculture, ne transmet pas une seconde fois les pièces justificatives.

*CHAPITRE II. — Détermination du pourcentage de réduction linéaire
conformément à l'article 30, § 3 du Règlement n° 1307/2013*

Art. 4. En application de l'article 33 de l'arrêté du 12 février 2015, le pourcentage de réduction linéaire au plafond du régime de paiement de base et la réduction linéaire de la valeur du droit au paiement de base sont fixés à deux pour-cent.

*CHAPITRE III. — Utilisation de la réserve en faveur des jeunes agriculteurs
et des agriculteurs qui commencent à exercer une activité agricole*

Art. 5. § 1^{er}. En application de l'article 36 de l'arrêté du 12 février 2015, le jeune agriculteur personne physique ou l'agriculteur qui commence à exercer une activité agricole en personne physique transmet à l'organisme payeur, lors de l'introduction de sa demande d'accès à la réserve :

1° une copie de son diplôme;

2° le cas échéant, afin de prouver les années d'expérience, une attestation de la caisse d'assurance sociale, un contrat de travail, un avis rendu par le Comité d'installation ou, à défaut, tout autre document probant.

§ 2. En cas de groupement de personnes physiques ou de personnes morales, répondant à la définition de jeune agriculteur, au moins une des personnes physiques qui exerce sur le groupement de personnes physiques ou la personne morale un contrôle effectif, de long terme sur l'exploitation transmet, en plus des pièces justificatives visées au paragraphe 1^{er} :

1° une convention de reprise;

2° un acte constitutif;

3° ou les statuts de l'exploitation.

§ 3. Dans le cas de l'agriculteur qui commence à exercer une activité agricole, les conditions prévues à l'article 30, § 11, b), du Règlement n° 1307/2013, les conditions de formation visées à l'article 58 de l'arrêté du 12 février 2015, et les pièces visées à au paragraphe 1^{er}, sont requises pour tous les membres personnes physiques du groupement ou tous les administrateurs, administrateurs délégués ou gérants ayant la qualité d'agriculteur de la personne morale.

Art. 6. Conformément à l'article 36 de l'arrêté du 12 février 2015, le jeune agriculteur ou l'agriculteur qui commence à exercer une activité agricole, demandeur de droits au paiement de base à partir de la réserve régionale, s'il :

1° ne détient aucun droit au paiement de base, reçoit de la réserve un nombre de droits égal au nombre d'hectares admissibles déclarés en 2015 et de valeur égale à la moyenne régionale;

2° détient un nombre de droits au paiement de base inférieur au nombre d'hectares admissibles déclarés en 2015, reçoit de la réserve un nombre de droits égal au nombre d'hectares admissibles déclarés pour lesquels il ne détient aucun droit au paiement de base, d'une valeur égale à la moyenne régionale;

3° détient des droits au paiement de base d'une valeur inférieure à la valeur moyenne régionale, peut augmenter la valeur unitaire de ses droits jusqu'à la valeur moyenne régionale.

CHAPITRE IV. — Utilisation de la réserve en vue d'éviter l'abandon des terres

Art. 7. § 1^{er}. Lorsque la demande d'attribution ou d'adaptation des droits au paiement de base par l'utilisation de la réserve régionale est motivée par l'application de programmes de restructuration, visés à l'article 34, 2°, de l'arrêté du 12 février 2015, pour bénéficier d'un accès à la réserve, l'agriculteur se trouve au minimum dans l'une des situations suivantes :

1° la superficie qu'il a déclarée a été réduite suite à un aménagement foncier, tel qu'organisé par le chapitre 3 du titre 11 du Code wallon de l'Agriculture;

2° au moins une de ses parcelles de terre n'est plus exploitable à la date d'introduction de la demande, suite à une expropriation pour cause d'utilité générale ou suite à une modification de l'affectation au plan de secteur;

3° au moins une de ses parcelles de terre n'est plus exploitable à la date d'introduction de la demande, suite à un rachat par une province, commune, société intercommunale ou réserve naturelle.

§ 2. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, 1°, l'agriculteur accompagne sa demande :

1° d'une copie de l'acte d'aménagement foncier établi par le Comité d'acquisition d'immeubles;

2° d'un orthophotoplan de la ou des parcelles concernées, dessinées et numérotées en rouge.

§ 3. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, 2°, l'agriculteur accompagne sa demande :

1° d'une copie de l'acte d'expropriation ou de la décision de modification au plan de secteur, pour chaque parcelle concernée;

2° d'un orthophotoplan de la ou des parcelles concernées, dessinées et numérotées en rouge;

3° d'un tableau reprenant la présence des parcelles concernées au cours des années de référence.

§ 4. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, 3°, l'agriculteur accompagne sa demande :

1° d'une copie des attestations délivrées par le notaire instrumentant, pour chaque parcelle concernée;

2° d'un orthophotoplan de la ou des parcelles concernées, dessinées et numérotées en rouge;

3° d'un tableau reprenant la présence des parcelles concernées au cours des années de référence.

Art. 8. Si l'agriculteur se trouve dans l'un des cas visés à l'article 7, § 1^{er}, ou dans un cas pouvant être assimilé, l'agriculteur déclare la totalité des superficies dont il a la jouissance effective au moment de la demande de droits au paiement de base.

Art. 9. Après application des articles 7 et 8, la valeur des droits au paiement de base attribués à l'agriculteur correspond à la différence entre la valeur des droits au paiement de base détenus avant la perte de superficie et la valeur de ces mêmes droits après la perte de superficie.

CHAPITRE V. — *Utilisation de la réserve en cas de force majeure ou circonstances exceptionnelles*

Art. 10. § 1^{er}. Lorsque la demande d'attribution ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve régionale est motivée par un cas de force majeure ou une circonstance exceptionnelle, en application de l'article 34, 3^o, de l'arrêté du 12 février 2015, au minimum les cas visés à l'article 2, du Règlement n° 1306/2013 sont admissibles.

§ 2. Pour bénéficiaire d'une attribution ou d'une adaptation de ses droits par l'utilisation de la réserve, l'agriculteur prouve que le cas de force majeure ou la circonstance exceptionnelle :

1^o est survenu l'année d'introduction de la demande d'attribution des droits au paiement de base;

2^o a rendu impossible l'introduction d'une demande d'attribution des droits au paiement de base et d'accès à la réserve.

Art. 11. Le décès du bénéficiaire, visé à l'article 2, § 2, *a*), du Règlement n° 1306/2013, s'applique à l'agriculteur, au gérant de société ou au membre du groupement de personnes physiques bénéficiaires de droits au paiement de base, survenu entre le 1^{er} janvier et le 31 mai de l'année de l'introduction de la demande.

Le décès d'un conjoint, identifié en tant que cotitulaire en vertu du titre 4, chapitre 1^{er}, du Code wallon de l'Agriculture, est un cas de force majeure.

Art. 12. L'incapacité professionnelle de longue durée, visée à l'article 2, § 2, *b*), du Règlement n° 1306/2013, s'applique à l'agriculteur, au gérant de société ou au membre du groupement de personnes physiques bénéficiaires de droits au paiement de base.

La demande d'attribution ou d'adaptation des droits au paiement par l'utilisation de la réserve est introduite par l'agriculteur concerné par l'incapacité professionnelle, ou, lorsque celui-ci ne peut l'introduire lui-même, par une personne agissant au nom et pour le compte de l'agriculteur concerné par l'incapacité.

Art. 13. La catastrophe naturelle grave affectant de façon importante l'exploitation, visée à l'article 2, § 2, *c*), du Règlement n° 1306/2013 :

1^o est survenue entre le 1^{er} janvier et le 31 mai de l'année de l'introduction de la demande;

2^o a empêché l'agriculteur d'introduire sa demande d'attribution de droits au paiement de base.

Art. 14. § 1^{er}. L'agriculteur qui se prévaut d'un cas visé aux articles 10 à 13 introduit sa demande d'accès à la réserve via la demande unique, en l'accompagnant des pièces justificatives :

1^o dans les cas de décès, et selon la personne bénéficiant du cas de force majeure ou de circonstance exceptionnelle, des pièces visées à l'article 9, § 3, de l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

2^o dans les cas d'incapacité professionnelle, des pièces justificatives visées à l'article 10, § 2, de l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

3^o dans les cas de catastrophe naturelle, une attestation de dégâts aux cultures ou, à défaut, tout autre document probant.

§ 2. Pour les autres cas de forces majeures ou de circonstances exceptionnelles, l'agriculteur transmet à l'organisme payeur une demande d'accès à la réserve ainsi que tous les documents probants qu'il a sa disposition pour démontrer le cas de force majeure.

L'organisme payeur peut requérir des documents ou des informations complémentaires auprès de l'agriculteur.

La demande d'informations ou de documents complémentaires suspend le traitement du dossier. Après 15 jours, la demande peut être considérée comme non admissible si l'entièreté des documents et des informations n'est pas réceptionnée par l'organisme payeur.

Art. 15. En cas de non-respect du délai fixé à l'article 4, § 2, du Règlement délégué (UE) n° 640/2014, la demande est irrecevable.

Art. 16. Lorsque l'agriculteur répond aux dispositions du présent chapitre, le calcul de l'attribution des droits au paiement issus de la réserve est établi conformément à l'article 31,

§ 1^{er}, du Règlement n° 639/2014.

L'agriculteur pouvant se prévaloir d'un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles peut obtenir de la réserve un nombre de droits égal aux superficies déclarées et consolidées en 2015.

Namur, le 23 juin 2015.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/203264]

23. JUNI 2015 — Ministerialerlass bezüglich der Anträge auf die Zuweisung oder Anpassung der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie durch die Verwendung der regionalen Reserve an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. n° 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungsanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241 bis D.243;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, Artikel 18, 33 und 36;

Aufgrund des am 6. Mai 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund der am 23. April 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 17. April 2015;

Aufgrund des am 17. Juni 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen und Allgemeines*

Artikel 1 - Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Landwirt, der eine landwirtschaftliche Tätigkeit aufnimmt: der in Artikel 30 § 11 *b*) der Verordnung Nr. 1307/2013 erwähnte Landwirt;

2° Erlass vom 12. Februar 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

3° Junglandwirt: der Landwirt im Sinne des Artikels 30 § 11 *a*) der Verordnung Nr. 1307/2013, der eine der in Artikel 58 des Erlasses vom 12. Februar 2015 erwähnten Ausbildungsbedingungen erfüllt.

Art. 2 - Gemäß Artikel 30 §§ 6 und 7 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird die Zuweisung oder Anpassung der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie durch die Verwendung der regionalen Reserve dem aktiven Landwirt gewährt, der infolge eines endgültigen Gerichtsbeschlusses oder eines endgültigen Verwaltungsaktes den Zugang zur Reserve beanspruchen kann.

In dem in Absatz 1 erwähnten Fall erhält der Landwirt die Anzahl und den Wert, die im Gerichtsbeschluss oder in dem Verwaltungsakt festgelegt sind, spätestens am Datum der Einreichung des Globalantrags, der auf den Beschluss folgt.

Art. 3 - In Anwendung des Artikels 36 des Erlasses vom 12. Februar 2015 braucht der Landwirt, der der Zahlstelle im Rahmen eines aufgrund des Titels 10 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft eingerichteten Beihilfeantrags die in Artikel 5 §§ 1, 2 und 3, 7 §§ 2, 3 und 4 und 14 erwähnten Belegstücke übermittelt hat, diese nicht ein zweites Mal vorzulegen.

KAPITEL II — *Bestimmung der linearen prozentualen Kürzung gemäß Artikel 30 § 3 der Verordnung Nr. 1307/2013*

Art. 4 - In Anwendung des Artikels 33 des Erlasses vom 12. Februar 2015 werden die lineare prozentuale Kürzung der Obergrenze auf die Basisprämienregelung und die lineare Kürzung des Werts der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie auf zwei Prozent festgelegt.

KAPITEL III — *Verwendung der Reserve zugunsten der Junglandwirte und der Landwirte, die eine landwirtschaftliche Tätigkeit aufnehmen*

Art. 5 - § 1. In Anwendung des Artikels 36 des Erlasses vom 12. Februar 2015 übermittelt der Junglandwirt als natürliche Person oder der Landwirt, der eine landwirtschaftliche Tätigkeit als natürliche Person aufnimmt, der Zahlstelle bei der Einreichung seines Antrags auf den Zugang zur Reserve:

1° eine Abschrift seines Diploms;

2° gegebenenfalls zum Nachweis der Jahre seiner Berufserfahrung eine Bescheinigung der Sozialversicherungskasse, einen Arbeitsvertrag, ein vom Ausschuss für die Niederlassung abgegebenes Gutachten oder in Ermangelung dessen jedes andere Belegstück.

§ 2. Im Falle einer Vereinigung natürlicher oder juristischer Personen, die auf die Definition des Junglandwirts zutreffen, übermittelt mindestens eine der natürlichen Personen, die auf die Vereinigung natürlicher oder juristischer Personen eine tatsächliche, langfristige Kontrolle über den Betrieb ausübt, zusätzlich zu den in Paragraph 1 erwähnten Belegstücken:

1° eine Übereinkommenvereinbarung;

2° eine Gründungsurkunde;

3° oder die Satzungen des Betriebs.

§ 3. Im Falle des Landwirts, der eine landwirtschaftliche Tätigkeit aufnimmt, sind die in Artikel 30 § 11 *b*) der Verordnung Nr. 1307/2013 vorgesehenen Bedingungen, die in Artikel 58 des Erlasses vom 12. Februar 2015 erwähnten Ausbildungsbedingungen und die in Paragraph 1 erwähnten Urkunden für alle Mitglieder der Vereinigung als natürliche Personen oder alle Verwaltungsratsmitglieder, beauftragte Verwaltungsmitglieder oder Geschäftsführer mit der Eigenschaft eines Landwirts der juristischen Person erforderlich.

Art. 6 - Gemäß Artikel 36 des Erlasses vom 12. Februar 2015 gilt die folgende Bestimmung: der Junglandwirt oder der Landwirt, der eine landwirtschaftliche Tätigkeit aufnimmt, als Antragsteller für die Zahlungsansprüche auf die Basisprämie ab der regionalen Reserve, wenn er:

1° keinen Zahlungsanspruch auf die Basisprämie hat, erhält von der Reserve eine Anzahl Ansprüche, die der Anzahl der im Jahr 2015 gemeldeten beihilfefähigen Hektarflächen entspricht und die den gleichen Wert wie der regionale Durchschnitt haben;

2° eine Anzahl Ansprüche auf die Basisprämie hat, die unter der Anzahl der im Jahr 2015 gemeldeten beihilfefähigen Hektarflächen liegt, erhält von der Reserve eine Anzahl Ansprüche, die der Anzahl der gemeldeten beihilfefähigen Hektarflächen entspricht, für die er keinen Zahlungsanspruch auf die Basisprämie hat, und die den gleichen Wert wie der regionale Durchschnitt haben;

3° Zahlungsansprüche auf die Basisprämie hat, deren Wert unter dem durchschnittlichen regionalen Wert liegen, kann den Einheitswert seiner Ansprüche bis zum durchschnittlichen regionalen Wert erhöhen.

KAPITEL IV — *Verwendung der Reserve zur Vermeidung der Aufgabe von Flächen*

Art. 7 - § 1. Wenn der Antrag auf die Zuweisung oder Anpassung der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie durch die Verwendung der regionalen Reserve durch die Anwendung von den in Artikel 34 Ziffer 2° des Erlasses vom 12. Februar 2015 erwähnten Umstrukturierungsprogrammen begründet ist, muss sich der Landwirt, um einen Zugang zur Reserve beanspruchen zu können, mindestens in einer der folgenden Situationen befinden:

1° die von ihm gemeldete Fläche wurde infolge einer Bodenumgestaltung, wie sie im Kapitel 3 des Titels 11 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft organisiert wird, verringert;

2° mindestens eine seiner Parzellen ist zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags infolge einer Enteignung wegen allgemeinem Interesse oder infolge einer Abänderung der Zweckbestimmung im Sektorenplan nicht mehr nutzbar;

3° mindestens eine seiner Parzellen ist zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags infolge des Rückkaufs durch eine Provinz, Gemeinde, interkommunale Gesellschaft oder durch ein Naturschutzgebiet nicht mehr nutzbar;

§ 2. In dem in Paragraph 1 Ziffer 1° erwähnten Fall fügt der Landwirt seinem Antrag folgende Unterlagen bei:

1° eine Abschrift der vom Immobilienerwerbskomitee erstellten Bodenordnungsurkunde;

2° einen Orthofotoplan der betroffenen, in rot gezeichneten und bezifferten Parzelle(n).

§ 3. In dem in Paragraph 1 Ziffer 2° erwähnten Fall fügt der Landwirt seinem Antrag folgende Unterlagen bei:

1° eine Abschrift der Enteignungsurkunde oder des Beschlusses zur Abänderung des Sektorenplans für jede betroffene Parzelle;

2° einen Orthofotoplan der betroffenen, in rot gezeichneten und bezifferten Parzelle(n);

3° eine Tabelle, auf der alle betroffenen Parzellen, die im Laufe der Jahre des Referenzzeitraums vorhanden sind, angeführt werden.

§ 4. In dem in Paragraph 1 Ziffer 3° erwähnten Fall fügt der Landwirt seinem Antrag folgende Unterlagen bei:

1° eine Abschrift der vom beurkundenden Notar ausgestellten Bescheinigungen für jede betroffene Parzelle;

2° einen Orthofotoplan der betroffenen, in rot gezeichneten und bezifferten Parzelle(n);

3° eine Tabelle, auf der alle betroffenen Parzellen, die im Laufe der Jahre des Referenzzeitraums vorhanden sind, angeführt werden.

Art. 8 - Wenn sich der Landwirt in einem der in Artikel 7 § 1 erwähnten Fällen oder in einem Fall, der diesen gleichgestellt werden kann, befindet, meldet der Landwirt die gesamten Flächen, aus denen er zum Zeitpunkt des Antrags auf die Zahlungsansprüche auf die Basisprämie Nutzen zieht.

Art. 9 - Nach Anwendung der Artikel 7 und 8 entspricht der Wert der dem Landwirt zugewiesenen Zahlungsansprüche auf die Basisprämie dem Unterschied zwischen dem Wert der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie vor dem Verlust der Fläche und dem Wert derselben Ansprüche nach dem Verlust der Fläche.

KAPITEL V — *Verwendung der reserve in Fällen höherer Gewalt oder im Falle außergewöhnlicher Umstände*

Art. 10 - § 1. Wird der Antrag auf die Zuweisung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der regionalen Reserve in Anwendung von Artikel 34 Ziffer 3° des Erlasses vom 12. Februar 2015 durch einen Fall höherer Gewalt oder durch außergewöhnliche Umstände begründet, sind mindestens die in Artikel 2 der Verordnung Nr. 1306/2013 erwähnten Fälle zulässig.

§ 2. Um eine Zuweisung oder Anpassung seiner Ansprüche durch die Verwendung der Reserve beanspruchen zu können, erbringt der Landwirt den Nachweis, dass der Fall höherer Gewalt oder der außergewöhnliche Umstand:

1° im Jahr der Einreichung des Antrags auf die Zuweisung der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie aufgetreten ist;

2° die Einreichung eines Antrags auf die Zuweisung der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie den Zugang zur Reserve verhindert hat.

Art. 11 - Der in Artikel 2 § 2 a) der Verordnung Nr. 1306/2013 erwähnte Tod des Begünstigten ist auf den Landwirt, den Geschäftsführer des Betriebs oder auf das Mitglied der Vereinigung natürlicher Personen, die Begünstigte der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie sind, anwendbar, wenn er zwischen dem 1. Januar und dem 31. Mai der Jahres der Einreichung des Antrags eingetreten ist.

Der Tod eines (Ehe-)Partners, der aufgrund des Titels 4, Kapitel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft als Mitinhaber identifiziert wird, ist ein Fall höherer Gewalt.

Art. 12 - Die in Artikel 2 § 2 b) der Verordnung Nr. 1306/2013 erwähnte länger andauernde Berufsunfähigkeit des Begünstigten ist auf den Landwirt, den Geschäftsführer des Betriebs oder auf das Mitglied der Vereinigung natürlicher Personen, die Begünstigte der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie sind, anwendbar.

Der Antrag auf die Zuweisung oder Anpassung der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie durch die Verwendung der regionalen Reserve wird von dem von der Berufsunfähigkeit betroffenen Landwirt eingereicht oder, wenn dieser ihn nicht selbst einreichen kann, von einer Person, die im Namen und für Rechnung des von der Berufsunfähigkeit betroffenen Landwirt handelt.

Art. 13 - Die in Artikel 2 § 2 c) der Verordnung Nr. 1306/2013 erwähnte schwere Naturkatastrophe, die den landwirtschaftlichen Betrieb erheblich in Mitleidenschaft zieht:

1° ist zwischen dem 1. Januar und dem 31. Mai des Jahres der Einreichung des Antrags eingetreten;

2° hat den Landwirt gehindert, seinen Antrag auf die Zuweisung der Zahlungsansprüche auf die Basisprämie einzureichen.

Art. 14 - § 1. Der Landwirt, der einen in den Artikeln 10 bis 13 erwähnten Fall geltend macht, reicht seinen Antrag auf Zugang zur Reserve über einen Globalantrag ein, dem er folgende Belegstücke beifügt:

1° in den Todesfällen und je nachdem ob die Person wegen einem Fall höherer Gewalt oder einem außergewöhnlichen Umstand anspruchsberechtigt ist, die in Artikel 9 § 3 des Ministerialerlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte erwähnten Belege;

2° im Falle einer Berufsunfähigkeit, die in Artikel 10 § 2 des Ministerialerlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte erwähnten Belege;

3° im Falle einer Naturkatastrophe, eine Bescheinigung über die Schäden an den Kulturen, oder in Ermangelung dieser Bescheinigung jede sonstige Unterlage, die die Schäden belegt.

§ 2. Für die anderen Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände übermittelt der Landwirt der Zahlstelle einen Antrag auf Zugang zur Reserve, sowie alle Unterlagen, über die er verfügt, um den Fall höherer Gewalt nachzuweisen.

Die Zahlstelle kann von dem Landwirt ergänzende Unterlagen oder Auskünfte fordern.

Die Beantragung ergänzender Auskünfte oder Unterlagen setzt die Bearbeitung der Akte aus. Nach 15 Tagen kann der Antrag als unzulässig betrachtet werden, wenn die gesamten Unterlagen und Auskünfte nicht bei der Zahlstelle eingegangen sind.

Art. 15 - Wenn die in Artikel 4 § 2 der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 festgelegte Frist nicht eingehalten wird, ist der Antrag unzulässig.

Art. 16 - Wenn der Landwirt den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels nachkommt, wird die Berechnung der Zahlungsansprüche aus der Reserve gemäß Artikel 31 § 1 der Verordnung Nr. 639/2014 erstellt.

Der Landwirt, der einen Fall höherer Gewalt oder einen außergewöhnlichen Umstand geltend machen kann, kann aus der Reserve eine Anzahl Ansprüche erhalten, die den im Jahr 2015 gemeldeten und konsolidierten Flächen entspricht.

Namur, den 23. Juni 2015

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203264]

23 JUNI 2015. — Ministerieel besluit betreffende de aanvragen tot toekenning of tot aanpassing van de basisbetalingsrechten via het gebruik van de regionale reserve ten gunste van de landbouwers

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die verordening;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse landbouwwetboek, artikelen D.4, D.241 tot D.243;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, artikelen 18, 33 en 36;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 mei 2015;

Gelet op het overleg tussen de Gewestelijke regeringen en de Federale overheid, gepleegd op 23 april 2015;

Gelet op het rapport van 17 april 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2015 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 57.588/4 van de Raad van State, gegeven op 17 juni 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving en algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° landbouwer die met een landbouwactiviteit begint : landbouwer in de zin van artikel 30, § 11, b), van Verordening nr. 1307/2013;

2° besluit van 12 februari 2015 : het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

3° jonge landbouwer : landbouwer in de zin van artikel 30, § 11, a) van Verordening nr. 1307/2013 die voldoet aan één van de opleidingsvoorwaarden bedoeld in artikel 58 van het besluit van 12 februari 2015.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 30, §§ 6 en 7, van Verordening nr. 1307/2013, wordt de toewijzing of de aanpassing van basisbetalingsrechten via het gebruik van de regionale reserve verleend ten gunste van de actieve landbouwer die op grond van een definitieve gerechtelijke uitspraak of een definitief bestuursrechtelijk besluit toegang tot de reserve krijgt.

In het geval bedoeld in het eerste lid ontvangt de landbouwer het aantal betalingsrechten en de waarde daarvan die in de gerechtelijke uitspraak of in het bestuursrechtelijk besluit zijn vastgesteld, uiterlijk op de datum van indiening van de eenmalige aanvraag volgend op het besluit.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 36 van het besluit van 12 februari 2015, moet de landbouwer die de in de artikelen 5, §§ 1, 2 et 3, 7, §§ 2, 3 en 4, en 14, bedoelde bewijsstukken aan het betaalorgaan verstrekt heeft in het kader van een steunaanvraag ingesteld krachtens titel 10 van het Waalse landbouwwetboek, de bewijsstukken niet een tweede keer overleggen.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling van de lineaire procentuele verlaging overeenkomstig artikel 30, § 3 van Verordening nr. 1307/2013*

Art. 4. Overeenkomstig artikel 33 van het besluit van 12 februari 2015, worden de lineaire procentuele verlaging van het toepasselijk maximum van de basisbetalingsregeling en de lineaire verlaging van de waarde van het basisbetalingsrecht vastgelegd op twee percent.

HOOFDSTUK III. — *Gebruik van de reserve ten gunste van de jonge landbouwers en de landbouwers die met een landbouwactiviteit beginnen*

Art. 5. § 1. Overeenkomstig artikel 36 van het besluit van 12 februari 2015, verstrekt de jonge landbouwer of de landbouwer die als natuurlijke persoon met een landbouwactiviteit begint bij de indiening van zijn verzoek om toegang tot de reserve de volgende stukken aan het betaalorgaan :

- 1° een afschrift van zijn diploma;
- 2° desgevallend, als bewijs van de jaren ervaring, een attest van de sociale verzekeringskas, een arbeidsovereenkomst, een advies uitgebracht door het Installatiecomité of, bij gebreke daarvan, elk ander bewijsstuk.

§ 2. In geval van groepering van natuurlijke of rechtspersonen die beantwoorden aan de definitie van jonge landbouwer, legt minstens één van de natuurlijke personen die een effectieve controle op de groep natuurlijke personen of op de rechtspersoon of een langetermijn controle op het bedrijf voert, daarenboven bewijsstukken bedoeld in paragraaf 1 over, met name :

- 1° een overname-overeenkomst;
- 2° een oprichtingsakte;
- 3° of de statuten van het bedrijf.

§ 3. In het geval van een landbouwer die met een landbouwactiviteit begint, worden de in artikel 30, § 11, *b*), van Verordening nr. 1307/2013 bedoelde voorwaarden, de in artikel 58 van het besluit van 12 februari 2015 bedoelde voorwaarden en de in paragraaf 1 bedoelde stukken vereist voor alle leden natuurlijke personen van de groepering of alle bestuurders, gedelegeerd of verantwoordelijk bestuurders met de hoedanigheid van landbouwer van de rechtspersoon.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 36 van het besluit van 12 februari 2015 :

1° ontvangt de jonge landbouwer of de landbouwer die met een landbouwactiviteit begint en die basisbetalingsrechten uit de regionale reserve aanvraagt, een aantal rechten gelijk aan het aantal subsidiabele hectaren aangegeven in 2015 en waarvan de waarde gelijk is aan het regionale gemiddelde indien hij over geen enkel basisbetalingsrecht beschikt;

2° ontvangt de jonge landbouwer of de landbouwer die met een landbouwactiviteit begint en die basisbetalingsrechten uit de regionale reserve aanvraagt, een aantal rechten gelijk aan het aantal aangegeven subsidiabele hectaren waarvoor hij over geen enkel basisbetalingsrecht beschikt en waarvan de waarde gelijk is aan het regionale gemiddelde indien hij over een aantal basisbetalingsrechten beschikt dat lager is dan het aantal subsidiabele hectaren aangegeven in 2015;

3° mag hij de unitaire waarde van zijn rechten tot de gemiddelde regionale waarde verhogen indien hij houder is van basisbetalingsrechten waarvan de waarde lager is dan de gemiddelde regionale waarde.

HOOFDSTUK IV. — *Gebruik van de reserve om het verlaten van de gronden te voorkomen*

Art. 7. § 1. Als de aanvraag tot toewijzing of tot aanpassing van de basisbetalingsrechten via het gebruik van de regionale reserve gemotiveerd is door de toepassing van herstructureringsprogramma's bedoeld in artikel 34, 2°, van het besluit van 12 februari 2015, verkeert de landbouwer, om toegang tot de reserve te krijgen, minstens in één van de volgende gevallen :

1° de oppervlakte die hij aangegeven heeft, is verkleind ingevolge een grondinrichting, zoals georganiseerd bij hoofdstuk 3 van titel 11 van het Waalse landbouwwetboek;

2° minstens één van zijn grondpercelen is niet meer exploiteerbaar op de datum van indiening van de aanvraag ingevolge een onteigening wegens openbaar nut of een wijziging van de bestemming op het gewestplan;

3° minstens één van zijn grondpercelen is niet meer exploiteerbaar op de datum van indiening van de aanvraag ingevolge een afkoop door een provincie, een gemeente, een intercommunale of een natuurreservaat.

§ 2. In het geval bedoeld in paragraaf 1, 1°, laat de landbouwer zijn aanvraag vergezeld gaan van :

1° een afschrift van de grondinrichtingsakte opgemaakt door het Comité voor de aankoop van onroerende goederen;

2° een orthofotoplan van het betrokken perceel (de betrokken percelen), getekend en genummerd in het rood.

§ 3. In het geval bedoeld in paragraaf 1, 2°, laat de landbouwer zijn aanvraag vergezeld gaan van :

1° een afschrift van de onteigeningsakte of van de beslissing tot wijziging op het gewestplan, voor elk betrokken perceel;

2° een orthofotoplan van het betrokken perceel (de betrokken percelen), getekend en genummerd in het rood;

3° een tabel met de betrokken percelen in de loop van de referentie jaren.

§ 4. In het geval bedoeld in paragraaf 1, 3°, laat de landbouwer zijn aanvraag vergezeld gaan van :

1° een afschrift van de attesten afgeleverd door de instrumenterende notaris, voor elk betrokken perceel;

2° een orthofotoplan van het betrokken perceel (de betrokken percelen), getekend en genummerd in het rood;

3° een tabel met de betrokken percelen in de loop van de referentie jaren.

Art. 8. Als de landbouwer verkeert in één van de gevallen bedoeld in artikel 7, § 1, of in een analoog geval, geeft hij het geheel van de oppervlaktes aan waarvan hij het effectieve genot heeft op het moment van de aanvraag van basisbetalingsrechten.

Art. 9. Na toepassing van de artikelen 7 en 8 is de waarde van de aan de landbouwer toegewezen basisbetalingsrechten gelijk aan het verschil tussen de waarde van de basisbetalingsrechten waarvan hij houder was voor het oppervlakteverlies en de waarde van dezelfde rechten na het oppervlakteverlies.

HOOFDSTUK V. — *Gebruik van de reserve in geval van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden*

Art. 10. § 1. Als de aanvraag tot toewijzing of tot aanpassing van de rechten via het gebruik van de regionale reserve gemotiveerd is door overmacht of uitzonderlijke omstandigheden, overeenkomstig artikel 34, 3°, van het besluit van 12 februari 2015, komen minimum de gevallen bedoeld in artikel 2, van Verordening nr. 1306/2013 in aanmerking.

§ 2. Om een toewijzing of een aanpassing van zijn rechten via het gebruik van de reserve te genieten, bewijst de landbouwer dat het geval van overmacht of van uitzonderlijke omstandigheden :

1° zich voorgedaan heeft in de loop van het jaar van indiening van de aanvraag tot toewijzing van de basisbetalingsrechten;

2° de indiening van een aanvraag tot toewijzing van de basisbetalingsrechten en tot toegangsverlening tot de reserve onmogelijk gemaakt heeft.

Art. 11. Als het overlijden van de begunstigde, bedoeld in artikel 2, § 2, a), van Verordening nr. 1306/2013, zich voordoet tussen 1 januari en 31 mei van het jaar van indiening van de aanvraag, geldt dat voor de landbouwer, de vennootschapsbeheerder of het lid van de groep natuurlijke personen die recht hebben op basisbetalingsrechten.

Het overlijden van een samenwonende, geïdentificeerd als medehouder krachtens titel 4, hoofdstuk 1, van het Waalse landbouwwetboek, is een geval van overmacht.

Art. 12. De langdurige arbeidsongeschiktheid, bedoeld in artikel 2, § 2, b), van Verordening nr. 1306/2013, is van toepassing op de landbouwer, de vennootschapsbeheerder of het lid van de groep natuurlijke personen die recht hebben op basisbetalingsrechten.

De aanvraag tot toewijzing of tot aanpassing van de betalingsrechten via het gebruik van de reserve wordt ingediend door de betrokken arbeidsongeschikte landbouwer, of, als hij ze niet zelf kan indienen, door een persoon die namens hem en voor zijn rekening handelt.

Art. 13. De ernstige natuurramp bedoeld in artikel 2, § 2, c), van Verordening nr. 1306/2013 waardoor het bedrijf aanzienlijk getroffen is :

1° heeft zich voorgedaan tussen 1 januari en 31 mei van het jaar van indiening van de aanvraag;

2° heeft de landbouwer belet om zijn aanvraag tot toewijzing van basisbetalingsrechten in te dienen.

Art. 14. § 1. De landbouwer die zich beroept op één van de gevallen bedoeld in de artikelen 10 tot 13 dient zijn verzoek om toegang tot de reserve in via de eenmalige aanvraag, samen met de volgende bewijsstukken :

1° in overlijdensgevallen en naar gelang van de persoon die in het geval van overmacht of van uitzonderlijke omstandigheden verkeert, de stukken bedoeld in artikel 9, § 3, van het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

2° in de gevallen van arbeidsongeschiktheid, de stukken bedoeld in artikel 10, § 2, van het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

3° in de gevallen van natuurramp, een attest van teeltschade of, bij gebreke daarvan, elk ander bewijsstuk.

§ 2. Voor de overige gevallen van overmacht of van uitzonderlijke omstandigheden richt de landbouwer een verzoek om toegang tot de reserve aan het betaalorgaan, alsook alle bewijsstukken waarover hij beschikt om het bewijs van overmacht te leveren.

Het betaalorgaan kan van de landbouwer aanvullende stukken of gegevens verlangen.

Het verzoek om aanvullende stukken of gegevens schorst de behandeling van het dossier. Na 15 dagen kan de aanvraag als niet in aanmerking komend beschouwd worden als het betaalorgaan niet het geheel van de stukken en gegevens ontvangen heeft.

Art. 15. Als de termijn die vastligt in artikel 4, § 2, van de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 niet acht genomen wordt, is de aanvraag onontvankelijk.

Art. 16. Als de landbouwer voldoet aan de bepalingen van dit hoofdstuk, wordt de toewijzing van de betalingsrechten uit de reserve berekend overeenkomstig artikel 31, § 1, van Verordening nr. 639/2014.

De landbouwer die zich kan beroepen op een geval van overmacht of van uitzonderlijke omstandigheden, kan een aantal rechten uit de reserve verkrijgen dat overeenstemt met de oppervlaktes aangegeven en geconsolideerd in 2015.

Namen, 23 juni 2015.